Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Politique-exterieure-d-Etats-Unis-En-Amerique-Latine-comme-en-Afrique>

Politique extérieure d'Etats-Unis : En Amérique Latine comme en Afrique.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : dimanche 14 septembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Raul Zibechi

[La Jornada](#) . Mexique, 12 septembre 2008.

[Leer en español](#)

La politique de sécurité et défense des États-Unis en vers l'Amérique Latine, dans la période postérieure au 11 septembre 2001, n'a pas été exprimée d'une forme aussi nette et transparente que le Pentagone le fait dans d'autres régions. La plupart du temps ceux qui étudient et analysent les politiques de Washington vers sa *arrière cour*, se heurtent contre un mur d'opacité et de demie vérités, et doivent pister les objectifs tracés par la superpuissance à travers d'une multitude de traces dispersées, pour après reformer le casse-tête.

Dans le cas du Commando d'Afrique (*Africom*), créé le 6 février 2007, les propres publications liées aux forces armées étasuniennes dévoilent les objectifs qui sont poursuivis avec sa création, avec tant de transparence qu'elles méritent d'être lues comme outil pour mieux comprendre la politique du Commando Sud (USSOUTHCOM) et de la Quatrième Flotte récemment créée, avec ingérence en Amérique du Sud, en Amérique Centrale et au Caribe.

L'*Africom* a supposé la création d'un commando unique pour l'Afrique, continent dont s'occupaient avant trois commandos : le Commando Européen ; le Commando Central, qui se charge de la région stratégique du Moyen-Orient, et le Commando du Pacifique. L'*Africom* implique tous les pays africains, à l'exception de l'Égypte, qui par ses liens avec le Moyen-Orient et Israël est sous la responsabilité du Commando Central.

Dans le discours qui a annoncé la création du Commando d'Afrique, George W. Bush mentionnait les termes « développement, santé, éducation, démocratie et croissance économique », parmi les objectifs prioritaires à développer. Une première question à prendre en considération, qu'il renseigne sur l'étendue de champs d'intervention de leur force militaire.

Le Pentagone considère que la création de l'*Africom* obéit à « la croissante importance géopolitique que l'Afrique représente pour les intérêts des Etats-Unis », selon un rapport de la revue [Military Review](#) (de mars-avril 2008), porte-parole de la pensée militaire. Parmi les « intérêts stratégiques » que Washington essaie de défendre en Afrique, figurent : combattre le terrorisme, contenir des conflits armés et crises humanitaires, retarder la diffusion du sida, descendre les taux de criminalité internationale, garantir l'accès à des ressources naturelles et contrebalancer l'influence croissante chinoise. Sans aucun doute, les deux dernières les questions sont centrales, et auxquelles le dit rapport consacre le plus grand place.

Au sujet de la nécessité de « sauvegarder l'énergie », objectif prioritaire du Pentagone, on conclut que les États-Unis « arriveront à dépendre de plus en plus de la capacité de l'Afrique de produire du pétrole, un bien d'existence limitée ». On suppose que vers 2015, 25% du pétrole qu'importe Washington proviendra d'Afrique, au lieu de seulement 18% en 2006. Déjà cette année, le pétrole africain était à peine en dessous de celui importé depuis le Golfe Persique (1.8 million de barils quotidiens contre 2.2 millions), en tenant compte que le Nigeria est aujourd'hui le cinquième fournisseur des États-Unis. Selon la revue militaire, « l'*Africom* pourrait être impliqué encore une fois dans la sécurité maritime du golfe de Guinée, dans le but de coopérer dans le contrôle de volatilité (du prix de pétrole), étant donné qu'il existe un grand potentiel pour des forages pétrolifères en eaux profondes ».

« L'influence de la Chine en Afrique » est l'autre grand souci militaire des États-Unis. « Le continent devient rapidement un champ de bataille compétitif, qui a été décrit par quelques intellectuels étasuniens de défense, comme une sorte de *guerre froide* économique avec la Chine, spécialement pour l'obtention de ressources », remarque *Military Review*.

Les analystes militaires considèrent que la concurrence pour le pétrole est « un souci stratégique pour les Etats-Unis », ce qui implique que c'est un sujet militaire de premier ordre, qui peut mériter des actions de combat.

Avec 700 entreprises étatiques chinoises en Afrique, le pays asiatique est devenu le troisième associé commercial du continent après les États-Unis et la France, devant de la Grande-Bretagne. Le commerce bilatéral Afrique-Chine est passé d'un milliard de dollars en 1995, à 50 milliards en 2006. L'Angola et l'Afrique du Sud, avec 20 milliards pour les deux, sont en tête de la liste. En septembre 2002, les États-Unis ont prévenu la Chine qu'elle n'appuierait « les pays regorgeant de ressources naturelles sans considérer le niveau de désordre ou de mauvais comportement à l'extérieur de ces régimes », dans le document « [La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis](#) ».

Après des échecs en Irak et en Afghanistan, où la victoire militaire a fini par s'évaporer, le Pentagone cherche à essayer « un nouveau paradigme de sécurité » dans lequel le développement et la sécurité vont ensemble et se renforcent mutuellement pour anticiper crises et conflits. Dans leur langage propre, il s'agit de mettre en premier lieu les « opérations de stabilité » qui auront, désormais, un rang similaire aux opérations de combat. Cela se concrétise avec le fait que le Commando d'Afrique assume le contrôle des agences de coopération pour le développement, comme USAID et d'autres « organisations civiles ». Autrement dit, et comme *Military Review* le formule : « Comment forme-t-on une structure qui est un commando unifié militaire, mais qui a besoin d'incorporer une participation civile suffisante et en plus ne pas donner l'impression qu'il prend le contrôle de ces agences et autorités ? »

C'est précisément le point. Sur ce continent, les problèmes centraux pour Washington sont les hydrocarbures et le soi-disant « populisme radical » qu'il inclut Cuba et Venezuela et jusqu'à la Bolivie, et un vaste éventail de mouvements sociaux. Découvrir, dénoncer et isoler, sans tomber dans des formes telle le [maccarthisme](#) ou le [stalinisme](#), telle est la mission de ces « civils » qui travaillent pour défendre les intérêts impériaux, « sans montrer » qu'ils le font pour « un commando unifié militaire » du Pentagone. En Amérique Latine, la coopération pour le développement met en évidence que les frontières entre le militaire et le civil sont presque imperceptibles.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.